

PIERRE BERGÉ

L'AFFAIRE CLOVIS



PLON

8 171,775

32

L

L'affaire Clovis

16° R

40579

DU MÊME AUTEUR

Liberté, j'écris ton nom, Grasset, 1991.

Pierre Bergé

L'affaire Clovis



PLON

DL-29 08 1996 32157

Je tiens à remercier Patrick Girard
dont les recherches de documentation
et les conseils historiques
m'ont permis d'écrire ce livre.

© Plon, 1996.
ISBN : 2-259-18556-8.



A Georges-Marc Benamou
qui eut l'idée de ce livre.

« Nous n'avons pas une seule maison de France qui puisse fournir, je ne dis pas la moindre preuve, mais la moindre vraisemblance qu'elle ait eu un Franc pour son origine. »

VOLTAIRE.

« Depuis trente-cinq ans, tout recul et toute somnolence de la République a été une diminution ou une langueur de la laïcité; et tout progrès, tout réveil de la République un réveil et un progrès de la laïcité. »

Jean JAURÈS.

« La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. »

Article 1 des Constitutions
de 1946 et 1958.

Die in diesem Buche enthaltenen
Fragen der Physik beruhen auf der Annahme
einer unendlichen Zahl von Teilchen,
welche denselben Ort einnehmen können.

Verlag

Die in diesem Buche enthaltenen
Fragen der Physik beruhen auf der Annahme
einer unendlichen Zahl von Teilchen,
welche denselben Ort einnehmen können.

Verlag

Die in diesem Buche enthaltenen
Fragen der Physik beruhen auf der Annahme
einer unendlichen Zahl von Teilchen,
welche denselben Ort einnehmen können.

INTRODUCTION

INTRODUCTION

Le xx^e siècle s'est ouvert sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Il risque fort de se refermer sur leur réunification. Je ne le dis pas par goût de la formule mais parce que trop d'éléments ces temps derniers rendent plausible un tel scénario. Dans l'une de ses envolées dont il avait le secret, André Malraux avait un jour assené : « Le xxi^e siècle sera religieux ou ne sera pas. »

Avec une bonne décennie d'avance, les faits lui ont donné en partie raison. Faute d'être religieuse, au sens le plus noble du terme, la fin du xx^e siècle a choisi d'être bigote, confite en dévotions, tout entière occupée à célébrer des liturgies qui relèguent les saint-sulpicerries d'antan au rang d'aimables cultes païens. 1996 est, de ce point de vue, une année tristement exemplaire. Elle s'est ouverte avec la mort de François Mitterrand. Je préfère ne pas dire quelle fut et demeure ma peine face à la disparition de cet homme exceptionnel.

L'affaire Clovis

Dans son testament, il avait indiqué, s'agissant de ses obsèques privées : « Une messe est possible. » Elle eut lieu en l'église de Jarnac où le cercueil pénétra, préalablement dépouillé du drapeau tricolore qui le recouvrait, afin de bien souligner que ce lieu de culte accueillait l'homme François Mitterrand et non l'ancien chef d'Etat.

A ce dernier, la République devait légitimement rendre hommage. Mais pourquoi l'avoir fait à Notre-Dame-de-Paris avec une messe solennelle ? Fallait-il vraiment pour marquer le deuil de la République et de la Nation un office religieux, quel qu'il soit ? L'habitude en avait été prise lors des obsèques du général de Gaulle en 1970 et elle a depuis « force de loi » sans présager des vœux des intéressés. Pourquoi n'avoir pas préféré – j'ose même dire tout simplement envisagé – une cérémonie laïque et républicaine en un endroit symbolique de la permanence de la nation et de l'Etat ? Rien n'interdisait aux souverains, aux présidents, aux chefs de gouvernement ou aux personnalités invités, dont seuls quelques-uns étaient catholiques, de se réunir en un lieu neutre pour entendre Jacques Chirac, et non le cardinal Lustiger, prononcer l'éloge funèbre de son prédécesseur. Lors des obsèques de Jean Jaurès, Léon Blum, Vincent Auriol ou de Pierre Mendès France, la Nation avait manifesté sa douleur et son émotion sans avoir besoin des « secours de la reli-

Introduction

gion ». On me permettra, pour ce qui me concerne, de regretter que François Mitterrand, président de la République, socialiste et laïc n'ait pas pris les dispositions nécessaires pour éviter cette fâcheuse initiative.

L'office célébré à Notre-Dame-de-Paris répondait toutefois à une certaine logique de la part de la majorité au pouvoir et, hélas, d'une partie de l'opposition de gauche. Quelques jours après cette cérémonie, le 20 janvier 1996, en visite officielle au Vatican, Jacques Chirac devait, devant Jean-Paul II, évoquer la France « fille aînée de l'Eglise », formule bien peu républicaine et qui réduit les non-catholiques au rang de « bâtards de la Nation ». Il est vrai que le chef de l'Etat s'adressait à un homme, le pape, attendu en France en septembre 1996 pour participer, entre autres, aux cérémonies destinées à marquer le mille cinq centième anniversaire du baptême de Clovis, symbole, selon certains, du « baptême de la France ».

Notre pays a, depuis longtemps, la manie de la commémoration, plus qu'aucune autre nation au monde. Il suffit de se souvenir du scandale provoqué par Valéry Giscard d'Estaing lorsqu'il décida de ne plus considérer comme férié le 8 mai, jour de la victoire sur le nazisme, pour comprendre qu'en France, « faire mémoire » de tel ou tel événement a son importance. Ce n'est sans doute pas un

L'affaire Clovis

hasard si certaines de nos rues ou stations de métro portent pour noms des dates (Quatre-Septembre, Onze-Novembre, Huit-Mai, etc.) ou si le « 1515 : Marignan » et le « 14 juillet : prise de la Bastille » sont des figures imposées de la pédagogie. Côté célébrations, 1996 est plutôt un bon cru. C'est le tricentenaire de la naissance de Descartes, le bicentenaire de celle de Corot, le centenaire de celles d'André Breton, Antonin Artaud, André Masson et de Tristan Tzara. C'est, par ailleurs, le vingtième anniversaire de la mort d'André Malraux et, respectivement, le centenaire et le tricentenaire de celles de Verlaine et de La Bruyère.

Il y aurait eu là déjà amplement matière à satisfaire la manie commémorative des Français si un certain ordre moral ne présidait pas à nos destinées. Il y aura, pour tous ces anniversaires, des célébrations mais elles seront modestes. Les surréalistes (Artaud, Breton, Masson, Tzara) sont encore trop sulfureux et le malheureux Corot n'a plus la cote. Malraux est à manier avec des pinettes même s'il est question de le faire entrer au Panthéon. Avoir été ministre du Général ne peut faire oublier qu'il commença sa carrière en pillant des sites archéologiques cambodgiens et qu'il eut une vie privée plutôt tumultueuse. La Bruyère est un grand écrivain mais il est trop féroce pour susciter l'engouement populaire. Quant à Verlaine, sa relation amoureuse avec Arthur Rimbaud, pour

Introduction

lequel il abandonna femme et progéniture, a de quoi effrayer les ligues de vertu. Restait Descartes, recalé pour manque de patriotisme et trop grande modernité. L'auteur du *Discours de la méthode* s'était prudemment exilé en Hollande et en Suède pour écrire une œuvre fondée sur le « doute méthodique ». De quoi provoquer une véritable levée de boucliers dans les cercles bien-pensants qui gravitent autour du pouvoir et sont brouillés avec la Raison, sous toutes ses formes.

Puisqu'on évoque les commémorations, pourquoi ne pas rappeler celle qui eut lieu en 1987 pour le millénaire capétien ? La France alors avait mille ans. Aujourd'hui, grâce à Clovis, elle en a mille cinq cents. Vieillir ainsi de cinq siècles en neuf ans, qui dit mieux ?

A deux ans d'échéances électorales décisives, mieux vaut ratisser large dans l'espoir, bien entendu fallacieux, d'arriver à un unanimité de façade. Puisque le sacré a le vent en poupe, pourquoi ne pas tout miser sur la célébration du mille cinq centième anniversaire de Clovis, quitte, on le verra, à tricher avec les dates ? Avec, en prime, une visite pontificale. Si elle ne peut déplacer les montagnes, la foi peut déplacer les foules et la République, bonne fille un peu bête, est toute prête à jouer le jeu, en dépit des principes qui la fondent